

Alcatel-Lucent : plus de 2 000 emplois menacés en France

Parallèlement à [l'annonce des résultats du groupe franco-américain](#), la direction d'**Alcatel-Lucent** a détaillé son plan de réduction d'effectifs lors d'une réunion tendue avec les organisations syndicales les 30 et 31 octobre.

L'équipementier télécoms, qui avait annoncé début octobre vouloir [supprimer 10 000 postes nets dans le monde d'ici fin 2015](#), dont 900 postes au niveau national, a précisé son intention de **supprimer 881 postes en France dès 2014**.

Le détail des suppressions de postes par sites

Selon les détails du projet du groupe communiqués aux syndicats : **509 postes sur 3 277 seraient supprimés à Nozay (Essonne)** ; 128 postes sur 483 le seraient à **Orvault** (Loire-Atlantique) ; 62 sur 117 à **Rennes** (Ille-et-Vilaine) ; 61 sur 255 à **Ormes** (Loiret) ; 56 sur 721 à **Lannion** (Côtes-d'Armor) et 28 sur 105 à **Toulouse** (Haute-Garonne).

Par ailleurs, 23 postes sur 222 seraient supprimés au siège d'Alcatel-Lucent, avenue de Suffren à **Paris**, et 14 autres suppressions d'emplois concerneraient également l'Île-de-France (**Colombes, Issy, Vélizy**).

Alcatel-Lucent opte aussi pour d'importants redéploiements

Aux suppressions de postes envisagées, viennent s'ajouter les redéploiements et les options de « *transfert ou reconversion* ». Le **transfert vers des repreneurs potentiels (cessions)** concernerait tous les personnels de l'équipementier travaillant à **Eu** en Seine-Maritime (299 collaborateurs), 83 personnes à Orvault, 41 à Ormes, 33 à Nozay et 3 à Rennes. Soit 459 emplois concernés.

La **mobilité interne** ciblerait 228 personnes travaillant sur le site d'Alcatel-Lucent à Orvault, 156 à Ormes, 77 à Toulouse et 52 à Rennes. Soit 513 emplois ciblés. Enfin, 199 personnes travaillant sur le réseau legacy (2G/3G) à Nozay, Lannion et Orvault pourraient également être transférées vers un repreneur ou se retrouver sans emploi d'ici deux ans.

Pour les syndicats, c'est autant d'emplois précarisés. « *À l'heure actuelle, ce ne sont pas 1 800 mais 2 052 emplois qui sont menacés* », a déploré **Pascal Guihéneuf**, représentant syndical groupe adjoint de la CFDT. La stupeur est d'autant plus grande que la direction d'Alcatel-Lucent avait indiqué le mois dernier vouloir [recentrer ses activités sur ses sites de Nozay-Villarceaux \(91\) et Lannion \(22\)](#).

En complément :

[Alcatel-Lucent invente l'entreprise sans informatique \(du tout\)](#)

Voir aussi

[Quiz Silicon.fr – Le vocabulaire des télécoms](#)